

## Rapport sur la situation en Italie

(Suite et fin)

Le résumé que nous avons fait de la genèse du mouvement fasciste, nous a permis de vérifier un point cardinal de la doctrine marxiste : les classes moyennes sont foncièrement incapables de prendre le pouvoir étatique afin de réaliser un type d'organisation sociale correspondant à leurs intérêts particuliers. Le fascisme n'est nullement un mouvement des classes moyennes, mais répond uniquement aux intérêts du capitalisme. Ce dernier ne soulèvera point de objectifs répondant aux revendications des classes moyennes, mais fera dépendre sa tactique de guerre civile des conditions dans lesquelles se trouvent les différents secteurs de la classe ouvrière, son ennemi mortel. Les classes moyennes des campagnes surtout se rallieront au fascisme, mais seulement après que le terreur aura brutalement disloqué leurs rangs.

Lors de la vague révolutionnaire de l'immédiat après-guerre (1919-21), les classes moyennes se collèrent au mouvement ouvrier mais ne firent nullement fonction d'appoint à la lutte révolutionnaire. Leur intervention devait permettre au capitalisme de brouiller et obscurcir la vision et la conscience de l'avant-garde prolétarienne. L'expérience italienne confirme, à notre avis, la thèse de la nécessité de l'appui des classes moyennes (et surtout des paysans), pour le succès de la révolution, mais à la condition qu'à la tête de ces luttes se trouve le parti de classe se basant exclusivement sur le programme du prolétariat et ne consentant à aucune compromission, à aucun partage de pouvoir avec les formations intermédiaires. Lorsque la vague révolutionnaire se fut effritée à cause du manque du parti de classe, ces couches sociales tout en n'ayant aucun intérêt au mouvement fasciste, formèrent la masse essentielle de manœuvre du capitalisme pour le déclenchement de l'offensive réactionnaire. Nous avons vu que ce dernier, dès sa naissance, se présente comme l'instrument de la classe capitaliste qui suivra des critères de stratégie militaire pour déchaîner la guerre civile : les secteurs où il agira d'abord sont ceux où le front ouvrier est le plus fracturé (dans les campagnes) à cause de la pluralité des formations économiques que l'on y trouve et qui devaient faire ressortir une certaine hétérogénéité des intérêts des travailleurs et aussi un certain contraste entre les couches d'exploités. C'est seulement après avoir gagné les régions paysannes que le capitalisme s'attaquera aux centres industriels où il déclenchera l'offensive quand déjà la manœuvre de conversion de la

machine étatique sera à son terme et le fascisme à la veille de la conquête du pouvoir. Nous avons vu d'ailleurs que l'expérience italienne détruit dans ses fondements la théorie suivant laquelle le fascisme serait le mouvement des classes moyennes ou une tentative de ces classes d'affirmer leur pouvoir « indépendant » : en effet une des régions qui a offert la résistance la plus acharnée au fascisme a été la Toscane où la majorité des travailleurs est précisément composée de petits paysans. Ceux-ci étant une masse compacte et l'économie agricole n'ayant pas été bouleversée par de profondes transformations industrielles, le front des travailleurs n'était pas fracturé mais la condition existait pour établir un front unitaire de la lutte et de la résistance des travailleurs. D'autre part, si en Italie il existe une région où le prolétariat est presque absent et où les classes moyennes représentent la totalité de la population travailleuse, cette région est bien le Sud où le mouvement fasciste a été toujours insignifiant. Dans la technique même de la guerre civile, livrée par le capitalisme, nous voyons donc confirmée la thèse centrale qui présente le fascisme comme un instrument de domination du capitalisme, comme une forme perfectionnée de cette domination et dont nous retrouvons la nécessité dans les caractéristiques particulières de certains Etats capitalistes se trouvant devoir traverser la phase du déclin historique de la bourgeoisie en des conditions qui limiteront énormément sa base de manœuvre; cela tant sur le terrain de la lutte contre le prolétariat que sur le terrain des compétitions inter-impérialistes. Ainsi que nous l'avons déjà mis en évidence, c'est surtout le manque d'empires coloniaux qui rendra plus aiguës les éclosions des contrastes et donnera aussi une orientation nettement révolutionnaire aux mouvements ouvriers. D'ailleurs la rapide ascension du mouvement fasciste en Allemagne où les classes moyennes ont une importance extrêmement plus limitée qu'en Italie, fait litte d'une conception qui peut être reprises uniquement par les traîtres du prolétariat à la recherche continue d'un front « antifasciste », où la présence bourgeoise doit anéantir les possibilités de lutte de la classe ouvrière.

Nous croyons devoir préciser maintenant un autre point qui a trait à la prétendue opposition organique entre démocratie et fascisme. Nous avons été parmi les premiers à nous élever contre la théorie du « social-fascisme », mais cela non parce que nous affirmions, contre le cen-

trisme, qu'une incompatibilité historique existait entre le libéralisme et le fascisme, mais parce que la formule de Staline altérerait dans ses fondements mêmes les notions de la lutte ouvrière. Nous continuons d'affirmer qu'entre ces deux formes de domination capitaliste, existe une nécessité de succession qui se manifesterait uniquement dans les pays où les conditions historiques particulières obligent la bourgeoisie à recourir au fascisme; nous continuons d'affirmer que la perspective d'un fascisme mondial est une invention purement littéraire et qui ne correspond nullement avec l'évolution des situations actuelles. Au fond de cette perspective se trouve non seulement une fausse interprétation de la nature du fascisme, que l'on verra surtout comme une émanation de certaines couches rétrogrades du capitalisme, mais aussi une incompréhension des nécessités foncières du régime bourgeois. Ce dernier ne se trouve nullement, au point de vue économique, aussi bien que politique, dans une situation identique dans les différents pays à tel point que chaque Etat devrait recopier mécaniquement l'évolution traversée par l'autre. Par contre le même objectif : l'écrasement du mouvement révolutionnaire suivra des chemins différents, car le degré de la maturité des luttes ouvrières est différente et que l'assiette économique de chaque Etat est plus ou moins vaste. Nous constaterons, par exemple, à l'heure actuelle, après 14 années de fascisme en Italie, qu'au cours d'une situation de contrastes inter-impérialistes très aigus, le mouvement fasciste ne s'universalise point et que par contre la course des événements qui nous conduiront à la guerre se fera sous l'enseigne de l'antifascisme en France, ou de l'absence totale de toute base pour le fascisme et pour l'antifascisme en Angleterre, un des pays les plus riches d'empires coloniaux. L'expérience prouve chaque jour que la diversité de régimes dictatoriaux ou fascistes et des régimes libéraux ou démocratique, permet de faire surgir sur le front des luttes inter-Etats, le dilemme « dictature-démocratie », qui deviendra le drapeau sous lequel les masses ouvrières seront mobilisées pour le nouveau carnage mondial. D'autre part, les derniers événements en France prouvent que c'est justement sur le front de « l'antifascisme » que la manœuvre bourgeoise pour détruire l'avant-garde prolétarienne, peut réussir et asséner des coups décisifs aux conditions de vie des travailleurs.

Pour ce qui concerne l'Italie, la succession démocratie-fascisme ne se vérifiera pas seulement au point de vue de la continuation de la domination du capitalisme mais aussi pour ce qui concerne les critères essentiels de la politique générale de l'Etat dans le domaine international

aussi bien qu'intérieur. Nous trouverons une différence capitale entre la situation italienne actuelle et celle qui précéda la marche sur Rome, mais cette différence existe uniquement pour ce qui concerne la classe ouvrière et la position de cette dernière dans le rapport des classes. Avant d'examiner les problèmes particuliers de la politique du fascisme au sein du prolétariat (syndicats et corporations) nous croyons devoir mettre en évidence les dernières évolutions de la politique étrangère de Mussolini qui ne font que recalquer l'un des axiomes des gouvernements démocratiques italiens de l'après-guerre. Sur le front européen les ministres libéraux soutenaient la nécessité d'une compromission avec l'impérialisme français et son appendice, la Yougoslavie, afin d'obtenir « pacifiquement » une extension de l'influence italienne qui devait rechercher des débouchés, particulièrement là où d'autres Etats n'avaient pas établi leur emprise. Mussolini, après quelques affirmations radicales (faites surtout en fonction des nécessités intérieures) envers la Yougoslavie, ne fit que porter à sa conclusion les directives du ministre démocratique des Affaires Etrangères Sforza, et liquida le problème dalmatien par un Traité avec cet allié de l'impérialisme français dans les Balkans. Les revendications initiales du mouvement fasciste pour la libération de la Dalmatie, furent abandonnées et Mussolini se contenta d'achever ce que les gouvernements qui le précédèrent ne pouvaient porter à une conclusion. En outre, sur le front international nous constaterons que la politique de subjugation aux intérêts et à la maîtrise des Etats-Unis (pour obtenir un fort courant des capitaux de ce pays), cette politique qui a représenté le thème essentiel du gouvernement antifasciste et démocratique de Nitti, sera suivie par Mussolini qui donnera des gages encore plus positifs aux exigences du capitalisme yankee : la nécessité des capitaux se faisant sentir bien plus fortement que dans les premières années de l'après-guerre. Au point de vue général, si l'on fait abstraction de la chorégraphie dont le fascisme a recouvert sa politique, nous constaterons une continuité absolue entre les gouvernements démocratiques et celui de Mussolini. L'impérialisme italien a profité de la situation particulière dont il hérita à Versailles; puisqu'il fut forcé de se contenter de miettes dans la répartition du butin de la guerre, il s'est dissocié du front des vainqueurs, sans toutefois s'assimiler à l'Allemagne dont il appuiera les différentes revendications jusqu'au moment où les conditions pour la nouvelle guerre mûrissent, le problème se posera d'essayer de prendre une place de premier rang dans les constellations impérialistes. Cette politique ressort des conditions particulières de l'Italie et nous pou-